

*Reçu le 23/3/2021*

**COORDONNÉES DU DÉBITEUR**

M BASSET NICOLAS JOSEPH ALAIN

Date de naissance : 10/07/1979

**RÉFÉRENCE(S) SATD :**

Identifiant : 1416511038131

SATD n° : 20 00002

Codique : 021051

**SERVICE À CONTACTER :**

SIP BEAUNE

1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094

21203 BEAUNE CEDEX

Références bancaires : BDFEFRPPCCT

FR31 3000 1001 8321 1F00 0000 031

**Pour nous joindre**

Téléphone : 03 45 42 19 20

Courriel : sip.beaune@dgfip.finances.gouv.fr

Accueil du public : 8H30-12H/SUR RV LMEJ 13H30-16H

SIP BEAUNE

1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094

21203 BEAUNE CEDEX

DOMAINE A F GROS

5 GDE RUE

21630 POMMARD

Le 05/03/2021

Madame, Monsieur,

M BASSET NICOLAS JOSEPH ALAIN demeurant

3 IMP SAINT JEAN

21630 POMMARD

est redevable à ma caisse d'un montant total de 1587,00 € dont :

- 1587,00 € garantis par le privilège du Trésor.

Vous êtes dépositaire, détenteur ou débiteur de sommes appartenant ou devant revenir à ce redevable.

En application de l'article L. 262 du livre des procédures fiscales, je suis autorisé à recouvrer ces sommes dues par voie de saisie administrative à tiers détenteur (SATD).

Il vous appartient de remplir les obligations suivantes :

- 1) **me retourner l'accusé de réception** ci-joint dûment rempli dans les plus brefs délais, sous peine d'être condamné au paiement des sommes dues par le débiteur, sans préjudice d'une condamnation à des dommages et intérêts ;
- 2) **m'informer de la présence éventuelle** d'une saisie, d'une cession des rémunérations, d'une saisie administrative à tiers détenteur ou d'une procédure de paiement direct de créances d'aliments en cours d'exécution (article L. 3252-9 du code du travail) ;
- 3) **déterminer les retenues à effectuer** en respectant la quotité saisissable (articles L. 3252-2, L. 3252-5, R. 3252-2 et R. 3252-5 du code du travail) ;
- 4) **me verser, dans les trente jours** suivant la réception de la saisie, la somme totale restant due par ce redevable, dans la limite des sommes dont vous êtes dépositaire, détenteur ou débiteur à l'égard de celui-ci. Vous êtes désormais, dans la limite de votre obligation, personnellement débiteur des causes de cette saisie envers le Trésor jusqu'au versement. Ce dernier vous libérera à due concurrence envers votre créancier. En cas de refus de paiement, votre responsabilité pourra être engagée dans les conditions fixées par l'article R. 211-9 du code des procédures civiles d'exécution.

Cette saisie emporte attribution immédiate, au profit du Trésor, de la créance saisie à concurrence des sommes pour lesquelles elle est pratiquée. La pratique ultérieure d'autres saisies ou de toute autre mesure de prélèvement, même émanant de créanciers privilégiés, ainsi que la survenance d'un jugement portant ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ne remettent pas en cause cette attribution (article L. 211-2 du code des procédures civiles d'exécution).

Si vous êtes débiteur à terme ou sous condition, vous remplirez votre obligation dès l'arrivée du terme ou la réalisation de la condition.

En cas de contestation par le débiteur auprès de vous, celle-ci est inopérante et ne remet pas en cause vos obligations mentionnées ci-dessus.

Pour toute question, vous devez impérativement contacter le service désigné dans l'encadré ci-dessus « Service à contacter ».

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le comptable public,  
NOIROT OLIVIA

**MODES DE PAIEMENT**

• **Par virement :**

- compte bancaire : FR31 3000 1001 8321 1F00 0000 031

-- référence à rappeler dans l'ordre de virement : 1416511038131

• **Par chèque :**

- libellez votre chèque à l'ordre du Trésor Public et envoyez-le à l'adresse suivante : SIP BEAUNE 1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094 21203 BEAUNE CEDEX

-- référence à joindre à votre chèque : 1416511038131

• **Par carte de paiement (CB/Visa/Mastercard) :** auprès de votre centre des finances publiques muni du présent document

## TEXTES DE RÉFÉRENCE

Les articles L. 262 et L. 273 A du livre des procédures fiscales (LPF), les articles L. 112-4, L. 162-1, L. 162-2, L. 211-2, L. 211-3, R. 112-5, R. 162-1 à R. 162-9, R. 211-9, R. 211-19, R. 211-20, R. 211-22, R. 213-10 du code des procédures civiles d'exécution, les articles L. 3252-2, L. 3252-3, L. 3252-5, L. 3252-8, L. 3252-9, L. 3252-12, R. 3252-2 à R. 3252-5, R. 3252-37, R. 3252-38 du code du travail, l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales, l'article L. 312-7 du code de l'action sociale et des familles, l'article L. 553-4 du code de la sécurité sociale, l'article R. 423-21 du code de la construction et de l'habitation, l'article 34 de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et l'article 55 de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificatives pour 2010 peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).



### RESPONSABILITÉ DU TIERS DÉTENTEUR

**Art. L. 262 du livre des procédures fiscales-** [...] Sous peine de se voir réclamer les sommes saisies majorées du taux d'intérêt légal, le tiers saisi, destinataire de la saisie administrative à tiers détenteur, est tenu de verser, au lieu et place du redevable, dans les trente jours suivant la réception de la saisie, les fonds qu'il détient ou qu'il doit, à concurrence des sommes dues par ce dernier.

Pour les créances conditionnelles ou à terme, le tiers saisi est tenu de verser immédiatement les fonds lorsque ces créances deviennent exigibles.

Le tiers saisi est tenu de déclarer immédiatement par tous moyens l'étendue de ses obligations à l'égard du redevable dans les conditions prévues à l'article L. 211-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Le tiers saisi qui s'abstient, sans motif légitime, de faire cette déclaration ou fait une déclaration inexacte ou mensongère peut être condamné, à la demande du créancier, au paiement des sommes dues à ce dernier, sans préjudice d'une condamnation à des dommages et intérêts. [...]

**Art. R. 211-9 du code des procédures civiles d'exécution-** En cas de refus de paiement par le tiers saisi des sommes qu'il a reconnu devoir ou dont il a été jugé débiteur, la contestation est portée devant le juge de l'exécution qui peut délivrer un titre exécutoire contre le tiers saisi.

*Les informations recueillies pourront donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès et de rectification auprès du centre des finances publiques et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016.*



**RÉPUBLIQUE  
 FRANÇAISE**

*Liberté  
 Égalité  
 Fraternité*

<b>COORDONNÉES DU DÉBITEUR</b>
M BASSET NICOLAS JOSEPH ALAIN Date de naissance : 10/07/1979
<b>RÉFÉRENCE(S) SATD :</b>
Identifiant : 1416511038131 SATD n° : 20 00002 Codique : 021051
<b>SERVICE À CONTACTER :</b>
SIP BEAUNE 1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094 21203 BEAUNE CEDEX Références bancaires : BDFEFRPPCCT FR31 3000 1001 8321 1F00 0000 031
<b>Pour nous joindre</b> Téléphone : 03 45 42 19 20 Courriel : sip.beaune@dgifp.finances.gouv.fr Accueil du public : 8H30-12H/SUR RV LMEJ 13H30-16H

DOMAINE A F GROS  
 5 GDE RUE  
 21630 POMMARD



SIP BEAUNE  
 1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094  
 21203 BEAUNE CEDEX

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de la saisie administrative à tiers détenteur d'un montant de 1587,00 € par laquelle vous me demandez de verser les sommes non acquittées par la personne désignée ci-dessous :

M BASSET NICOLAS JOSEPH ALAIN  
 demeurant :  
 3 IMP SAINT JEAN  
 21630 POMMARD

**Je ne suis pas dépositaire, détenteur ou débiteur de sommes** envers cette personne, pour les raisons suivantes :

**Je suis dépositaire, détenteur ou débiteur de sommes** envers cette personne.

• Je vous précise la situation de droit existant avec cette personne (salarié, etc) :

• Je porte à votre connaissance la ou les informations suivantes :

Le tribunal judiciaire de ..... m'a notifié le ..... une saisie / une cession des rémunérations pour un montant de ..... euros sur ces mêmes sommes. J'en suspends immédiatement les effets jusqu'à extinction de/des créance(s) garanties par le privilège du Trésor (article R. 3252-37 du code du travail) ;

Le comptable public de ..... m'a notifié le ..... une saisie administrative à tiers détenteur pour un montant de ..... euros sur ces mêmes sommes. J'exécuterai votre saisie après extinction de la saisie administrative à tiers détenteur actuellement en cours.

Le comptable public de ..... m'a notifié, le même jour que vous, une saisie administrative à tiers détenteur pour un montant de ..... euros sur ces mêmes sommes. J'exécuterai ces deux saisies dans le respect des privilèges applicables.

L'huissier de justice de ..... m'a notifié le ..... une demande de paiement direct pour obtenir le paiement d'une pension alimentaire. J'exécuterai votre saisie après extinction de la procédure de paiement direct actuellement en cours.

Autre circonstance (à détailler le cas échéant) : .....

• **Je procède au versement dans les conditions suivantes :**

Je réalise ce jour un VIREMENT à votre profit de ..... euros, représentant le montant de ma dette envers la personne désignée ci-dessus.

Je vous adresse ci-joint un CHÈQUE libellé à l'ordre du Trésor public de ..... euros, représentant le montant de ma dette envers la personne désignée ci-dessus.

Je verserai un montant de ..... euros au plus tard dans les trente jours de la présente saisie, sous peine de voir ma responsabilité engagée.

Je verserai les fonds correspondants au plus tard dans les trente jours de la présente saisie, sous peine de voir ma responsabilité engagée.

Je verserai le ....., date à laquelle ma dette envers la personne désignée ci-dessus sera devenue exigible, un montant de ..... euros.

A ....., le .....  
 (signature ou cachet du tiers détenteur)



1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes the need for transparency and accountability in financial reporting.

2. The second part of the document outlines the various methods and techniques used to collect and analyze data. It includes a detailed description of the experimental procedures and the statistical tools employed.

3. The third part of the document presents the results of the study, showing the trends and patterns observed in the data. It includes several tables and graphs to illustrate the findings.

4. The final part of the document discusses the implications of the results and provides recommendations for future research. It also includes a conclusion summarizing the key points of the study.

The data collected during the study shows a clear upward trend in the number of transactions over the period. This is consistent with the hypothesis that the introduction of the new system has led to an increase in activity. The statistical analysis confirms this trend, with a significant positive correlation between time and the number of transactions.

The results also indicate that the new system has improved the accuracy of the records, as evidenced by the reduction in errors and discrepancies. This is a key finding of the study, as it demonstrates the effectiveness of the new system in enhancing the reliability of the data.

Based on these findings, it is recommended that the new system be implemented on a wider scale. Further research should be conducted to explore the long-term effects of the system and to identify any potential areas for improvement.

In conclusion, the study has shown that the new system is effective in improving the accuracy and reliability of the records. It has also led to an increase in the number of transactions, which is a positive outcome. The findings of the study provide a strong basis for the implementation of the system on a wider scale.

The study also highlights the importance of maintaining accurate records and the need for transparency and accountability in financial reporting. It provides a detailed description of the methods and techniques used to collect and analyze data, and presents the results of the study in a clear and concise manner.

# Avis de saisie administrative à tiers détenteur sur rémunérations



Reçu le  
16/3.

## Références à rappeler :

Collectivité : ASSAIN CC GEVREY NUITS  
Acte : 32900/2020/32034139331  
Débiteur : 3129182595  
M BASSET Nicolas  
Montant de l'Acte : 662,64 Euro

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
TRES. NUITS-SAINT-GEORGES  
3 RUE JEAN MOULIN BP40090  
BP 40090  
21703 NUITS SAINT GEORGES CEDEX



## Contactez, pour toute information :

TRES. NUITS-SAINT-GEORGES

### Références bancaires :

BDFEFRPPCCTFR033000100183F216000000020  
Tél : 03 45 42 19 18  
Courriel : t021056@dgfip.finances.gouv.fr  
Ouvert : TLJ 8H30/12H MER8H30/12H 14H/16H

DOMAINE AF GROS  
5 GR GRANDE RUE  
LA GARELLE  
21630 POMMARD

Madame, Monsieur,

L'article L 1617-5-7° du code général des collectivités territoriales m'autorise à obtenir le paiement des sommes dues aux collectivités territoriales, aux établissements publics locaux et aux établissements publics de santé par voie de saisie administrative à tiers détenteur (voir page 2 du présent acte).

En conséquence, je vous serais obligé de me verser, à concurrence de la somme totale restant due par la personne indiquée ci-dessous, les rémunérations dont vous êtes débiteur à son égard. Si vous êtes débiteur de rémunérations à terme ou sous condition, vous voudrez bien procéder à leur versement entre mes mains dès l'expiration du terme ou la réalisation de la condition.

Je vous informe qu'il vous appartient :

- de M'ACCUSER RÉCEPTION en renvoyant le formulaire ci-joint (voir page 3), dûment complété, par retour de courrier, m'avisant le cas échéant des cession, saisie, saisie administrative à tiers détenteur, paiement direct de créances d'aliments en cours d'exécution sur les mêmes rémunérations.

À défaut, votre responsabilité pourrait être engagée dans les conditions fixées aux articles L.3252-9 et L.3252-10 du code du travail (voir page 2).

- de déterminer les retenues à effectuer en tenant compte des dispositions des articles R.3252-2 à 3252-4 du code du travail. Le barème joint en annexe précise les quotités saisissables applicables aux rémunérations du travail.

Vos règlements vous libéreront à due concurrence envers votre créancier et devront me parvenir dans le délai de **TRENTE JOURS** à compter du calcul de la rémunération, sous peine d'être majorés du taux d'intérêt légal (article L.1617-5 5° du code général des collectivités territoriales).

Toute contestation relative au présent acte doit être formulée dans les conditions fixées par l'article L 1617-5-1° et 2° du code général des collectivités territoriales (voir page 2).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

A NUITS-SAINT-GEORGES, le 01/03/2021,

Le comptable public,

DONGOIS Marie-Laure

**TOTAL RESTANT DÛ : 662,64 Euro**

À ASSAIN CC GEVREY NUITS

## Pour effectuer ce règlement

- Par chèque bancaire ou postal, libellé à l'ordre du TRESOR PUBLIC, en indiquant les « références à rappeler » précisées ci-dessus.

Toute demande de quittance doit être demandée au comptable public

PAR M BASSET Nicolas

3 IMPASSE ST JEAN

21630 POMMARD

Né(e)

le 10/07/1979

Pour les données vous concernant, le droit d'accès et de rectification prévu par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du comptable public dont émane le présent document. Le cas échéant, les informations portées sur le présent courrier sont susceptibles d'être transmises à l'organisme ordonnateur.

En cas de contestation, contacter le service dont les coordonnées figurent au recto.

Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, vous pouvez :

- Si votre contestation porte sur le bien-fondé de la créance saisir les juridictions administratives ou judiciaires dans les conditions fixées à l'article L.1617-5 1° du code général des collectivités territoriales dont des extraits sont reproduits ci-dessous.

- Si votre contestation porte sur la régularité d'un acte de poursuite :

- Saisir au préalable l'administration dont dépend le comptable qui exerce les poursuites dans les deux mois de la notification de l'acte conformément aux dispositions des articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.\*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales (LPF) avant saisine des juridictions. La contestation portant sur l'exigibilité de la somme réclamée doit être soulevée sous peine d'irrecevabilité dans les deux mois du premier acte de poursuite permettant de l'invoquer (article R.\*281-3-1 du LPF);

- Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, saisir les juridictions compétentes dans un délai de deux mois dans les conditions fixées aux articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.\*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales.

- Ou vous adresser au Médiateur des ministères économiques et financiers par Internet : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur/demande-mediation> ou par courrier postal (BP 60153 14010 CAEN Cedex 1). *La médiation ne suspend ni les délais de recours juridictionnels ni les effets du présent acte.*

#### Code général des collectivités territoriales

Art. L.1617-5 - Les dispositions du présent article s'appliquent également aux établissements publics de santé.

1° En l'absence de contestation, le titre de recettes individuel ou collectif émis par la collectivité territoriale ou l'établissement public local permet l'exécution forcée d'office contre le débiteur. Toutefois, l'introduction devant une juridiction de l'instance ayant pour objet de contester le bien-fondé d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local suspend la force exécutoire du titre.

L'action dont dispose le débiteur d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois à compter de la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite.

2° La contestation qui porte sur la régularité d'un acte de poursuite est présentée selon les modalités prévues à l'article L. 281 du livre des procédures fiscales. La revendication par une tierce personne d'objets saisis s'effectue selon les modalités prévues à l'article L. 283 du même livre.

3° L'action des comptables publics chargés de recouvrer les créances des régions, des départements, des communes et des établissements publics locaux se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

Le délai de quatre ans mentionné à l'alinéa précédent est interrompu par tous actes comportant reconnaissance de la part des débiteurs et par tous actes interruptifs de la prescription.

4° Quelle que soit sa forme, une ampliation du titre de recettes individuel ou de l'extrait du titre de recettes collectif est adressée au redevable. L'envoi sous pli simple ou par voie électronique au redevable de cette ampliation à l'adresse qu'il a lui-même fait connaître à la collectivité territoriale, à l'établissement public local ou au comptable public compétent vaut notification de ladite ampliation. Lorsque le redevable n'a pas effectué le versement qui lui était demandé à la date limite de paiement, le comptable public compétent lui adresse une mise en demeure de payer avant la notification du premier acte d'exécution forcée devant donner lieu à des frais. En application de l'article L. 111-2 du code des relations entre le public et l'administration, le titre de recettes individuel ou l'extrait du titre de recettes collectif mentionne les nom, prénoms et qualité de la personne qui l'a émis ainsi que les voies et délais de recours.

Seul le bordereau de titres de recettes est signé pour être produit en cas de contestation.

5° Lorsque la mise en demeure de payer n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut, à l'expiration d'un délai de trente jours suivant sa notification, engager des poursuites devant donner lieu à des frais mis à la charge du redevable dans les conditions fixées à l'article 1912 du code général des impôts.

La mise en demeure de payer interrompt la prescription de l'action en recouvrement.

L'envoi de la mise en demeure de payer tient lieu de commandement prescrit par le code des procédures civiles d'exécution préalablement à une saisie-vente. Dans ce cas, la mise en demeure de payer n'est pas soumise aux conditions générales de validité des actes des huissiers de justice.

6° Pour les créances d'un montant inférieur à 15 000 €, la mise en demeure de payer est précédée d'une lettre de relance adressée par le comptable public compétent ou d'une phase comminatoire, par laquelle il demande à un huissier de justice d'obtenir du redevable qu'il s'acquitte auprès de lui du montant de sa dette.

Les frais de recouvrement sont versés directement par le redevable à l'huissier de justice. Le montant des frais, qui restent acquis à l'huissier de justice, est calculé selon un taux proportionnel aux sommes recouvrées fixé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre de la justice.

Lorsque la lettre de relance ou la phase comminatoire n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut adresser une mise en demeure de payer. Dans ce cas, l'exécution forcée des poursuites donnant lieu à des frais peut être engagée à l'expiration d'un délai de huit jours suivant la notification de la mise en demeure de payer.

7° Le recouvrement par les comptables publics compétents des titres rendus exécutoires dans les conditions prévues au présent article peut être assuré par voie de saisie administrative à tiers détenteur dans les conditions prévues à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales.

Les articles L.262, L.281, R.\*281-1, R.\*281-3-1, R.\*281-4 et R.\*281-5 du livre des procédures fiscales sont consultables sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

#### Code de l'action sociale et des familles

Art. L.312-7 - [ ] La nature juridique du groupement est fixée par les membres, sous les réserves suivantes : le groupement de coopération sociale ou médico-sociale est une personne morale de droit public lorsqu'il est constitué exclusivement par des personnes de droit public, ou par des personnes de droit public et des personnes physiques ou morales exerçant une profession de santé ; il est une personne morale de droit privé lorsqu'il est constitué exclusivement par des personnes de droit privé ; le groupement de coopération sociale ou médico-sociale poursuit un but non lucratif. Lorsqu'ils exercent les missions mentionnées au b, les recettes des groupements de droit public sont recouvrées conformément à l'article L.1617-5 du code général des collectivités territoriales [...].

#### Code de la construction et de l'habitation

Art. R.423-21 - Le recouvrement des recettes de l'office public de l'habitat est effectué conformément à l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales [...].

#### Code du travail

Article L.3252-8

En cas de pluralité de saisies, les créanciers viennent en concours sous réserve des causes légitimes de préférence.

Toutefois, les créances résiduelles les plus faibles, prises dans l'ordre croissant de leur montant, sans que celles-ci puissent excéder un montant fixé par décret, sont payés prioritairement dans les conditions fixées par ce décret.

Article L.3252-9

Le tiers saisi fait connaître :

1° La situation de droit existant entre lui-même et le débiteur saisi ;

2° Les cessions, saisies, saisies administratives à tiers détenteur ou paiement direct des créances d'aliments en cours d'exécution.

Le tiers employeur saisi qui s'abstient sans motif légitime de faire cette déclaration ou fait une déclaration mensongère peut être condamné par le juge au paiement d'une amende civile sans préjudice d'une condamnation à des dommages et intérêts et de l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.3252-10.

Article L.3252-10

Le tiers saisi verse mensuellement les retenues pour lesquelles la saisie est opérée dans les limites des sommes disponibles.

À défaut, le juge, même d'office, le déclare débiteur des retenues qui auraient dû être opérées. Il peut, pour déterminer le montant de ces retenues, s'adresser aux organismes fiscaux et sociaux dans les conditions prévues à l'article 39 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution pour obtenir les informations relatives au montant de la rémunération perçue par le débiteur ainsi que sur la composition de sa famille.

Le recours du tiers saisi contre le débiteur ne peut être exercé qu'après mainlevée de la saisie.

Article D.3252-34-1

Le montant maximal des créances résiduelles payées prioritairement en application du second alinéa de l'article L.3252-8 est fixé à 500€.

Article R.3252-28

Si l'employeur omet d'effectuer les versements en exécution d'une saisie, le juge rend à son encontre une ordonnance le déclarant personnellement débiteur conformément à l'article L.3252-10. L'ordonnance est notifiée à l'employeur. Le greffier informe le créancier et le débiteur.

À défaut d'opposition dans les quinze jours de la notification, l'ordonnance devient exécutoire. L'exécution en est poursuivie à la requête de la partie la plus diligente.

#### Code de la santé publique

Art. L.6145-9 - Les créances des établissements publics de santé sont recouvrées selon les modalités définies aux L. 1611-5 et L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales [...].

#### Ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires

Art. 34 - Le recouvrement des créances de l'association syndicale s'effectue comme en matière de contributions directes. L'action des comptables publics chargés de recouvrer les créances selon les modalités prévues par l'article L.1617-5 du code général des collectivités territoriales se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

#### Loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010

Le comptable public d'un groupement d'intérêt public recouvre les recettes de celui-ci conformément à la procédure décrite à l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales si des collectivités territoriales et leurs établissements publics détiennent la majorité du capital du groupement ou des voix à l'assemblée générale des membres du groupement.

# Accusé-réception de saisie administrative à tiers détenteur



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DOMAINE AF GROS  
5 GR GRANDE RUE  
LA GARELLE  
21630 POMMARD

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
TRES. NUIITS-SAINT-GEORGES  
3 RUE JEAN MOULIN BP40090  
BP 40090  
21703 NUIITS SAINT GEORGES CEDEX

## Références à rappeler :

Collectivité : ASSAIN CC GEVREY NUIITS  
Acte : 32900/2020/32034139331  
Débiteur : 3129182595  
M BASSET Nicolas  
Montant Acte : 662,64 Euro



J'accuse réception de la saisie administrative à tiers détenteur par laquelle vous me demandez de payer les sommes dues à la collectivité, l'établissement public local ou l'établissement public de santé créancier par le débiteur désigné ci-dessous.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne suis pas employeur de cette personne

Je vous adresse un règlement par :

chèque bancaire/postal,  d'un montant de .....€ (en chiffres)

libellé à l'ordre du TRESOR PUBLIC et venant en déduction du montant de ma dette envers cette personne.

Je m'acquitterai le ....., date à laquelle ma dette envers cette personne sera devenue exigible.

Saisies antérieures (art. L. 3252-9 du code du travail)

Conformément aux dispositions de l'article L. 3252-9 du code du travail, je vous informe qu'un(e) :

cession de rémunération  saisie administrative à tiers détenteur  paiement direct de pensions alimentaires

saisie

a été pratiqué(e) sur les rémunérations du débiteur par : (\*).....

le.....

Tribunal d'instance compétent : .....

En cas de saisie des rémunérations en cours d'exécution, le règlement de la présente saisie administrative viendra en concours avec les autres saisies notifiées antérieurement, dans les conditions fixées à l'article L. 3252-8 du code du travail.

Autres cas :

A....., le.....Signature

Cochez la case correspondant à votre situation

\*Désignez précisément la personne ayant effectué l'acte indiqué, notamment le comptable public compétent en cas de saisie administrative à tiers détenteur

**TOTAL RESTANT DÛ : 662,64 Euro**

À ASSAIN CC GEVREY NUIITS

PAR M BASSET Nicolas  
3 IMPASSE ST JEAN

21630 POMMARD

## ANNEXE : BARÈME DES QUOTITÉS SAISSISSABLES DES RÉMUNÉRATIONS DU TRAVAIL

### ARTICLES R. 3252-2 A 3252-4 DU CODE DU TRAVAIL



#### Article R3252-2

La proportion dans laquelle les sommes dues à titre de rémunération sont saisissables ou cessibles, en application de l'article L. 3252-2, est fixée comme suit :

- 1° Le *vingtième*, sur la tranche inférieure ou égale à 3 830 € ;
- 2° Le *dixième*, sur la tranche supérieure à 3 830 € et inférieure ou égale à 7 480 € ;
- 3° Le *cinquième*, sur la tranche supérieure à 7 480 € et inférieure ou égale à 11 150 € ;
- 4° Le *quart*, sur la tranche supérieure à 11 150 € et inférieure ou égale à 14 800 € ;
- 5° Le *tiers*, sur la tranche supérieure à 14 800 € et inférieure ou égale à 18 450 € ;
- 6° Les *deux tiers*, sur la tranche supérieure à 18 450 € et inférieure ou égale à 22 170 € ;
- 7° La *totalité*, sur la tranche supérieure à 22 170 €.

#### Article R3252-3

Les seuils déterminés à l'article R. 3252-2 sont augmentés d'un montant de 1 470 € par personne à la charge du débiteur saisi ou du cédant, sur justification présentée par l'intéressé.

Pour l'application du premier alinéa, sont considérés comme personnes à charge :

- 1° Le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin du débiteur, dont les ressources personnelles sont inférieures au montant forfaitaire du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles, fixé pour un foyer composé d'une seule personne tel qu'il est fixé chaque année par décret ;
- 2° L'enfant ouvrant droit aux prestations familiales en application des articles L. 512-3 et L. 512-4 du code de la sécurité sociale et se trouvant à la charge effective et permanente du débiteur au sens de l'article L. 513-1 du même code. Est également considéré comme étant à charge l'enfant à qui ou pour l'entretien duquel le débiteur verse une pension alimentaire ;
- 3° L'ascendant dont les ressources personnelles sont inférieures au montant forfaitaire du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles, fixé pour un foyer composé d'une seule personne et qui habite avec le débiteur ou auquel le débiteur verse une pension alimentaire.

#### Article R3252-4

Les seuils et correctifs prévus aux articles R. 3252-2 et R. 3252-3 sont révisés annuellement par décret en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé tel qu'il est fixé au mois d'août de l'année précédente dans la série France-entière. Ils sont arrondis à la dizaine d'euros supérieure.

# Avis de saisie administrative à tiers détenteur sur rémunérations



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Recu 1213

## Références à rappeler :

Collectivité : DECHETS CC GEVREY NUITS  
Acte : 33200/2021/32019824331  
Débiteur : 3162041298  
M ou Mme BASSET FLESCH-JOLLA Nicolas Sandrine  
Montant de l'Acte : 617,55 Euro

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
TRES. NUITS-SAINT-GEORGES  
3 RUE JEAN MOULIN BP40090  
BP 40090  
21703 NUITS SAINT GEORGES CEDEX



## Contactez, pour toute information :

TRES. NUITS-SAINT-GEORGES

Références bancaires :

BDFEFRPPCCTFR033000100183F216000000020

Tél : 03 45 42 19 18

Courriel : t021056@dgfip.finances.gouv.fr

Ouvert : TLJ 8H30/12H MER8H30/12H 14H/16H

DOMAINE AF GROS  
5 GR GRANDE RUE  
LA GARELLE  
21630 POMMARD

Madame, Monsieur,

L'article L 1617-5-7° du code général des collectivités territoriales m'autorise à obtenir le paiement des sommes dues aux collectivités territoriales, aux établissements publics locaux et aux établissements publics de santé par voie de saisie administrative à tiers détenteur (voir page 2 du présent acte).

En conséquence, je vous serais obligé de me verser, à concurrence de la somme totale restant due par la personne indiquée ci-dessous, les rémunérations dont vous êtes débiteur à son égard. Si vous êtes débiteur de rémunérations à terme ou sous condition, vous voudrez bien procéder à leur versement entre mes mains dès l'expiration du terme ou la réalisation de la condition.

Je vous informe qu'il vous appartient :

- de M'ACCUSER RÉCEPTION en renvoyant le formulaire ci-joint (voir page 3), dûment complété, par retour de courrier, m'avisant le cas échéant des cession, saisie, saisie administrative à tiers détenteur, paiement direct de créances d'aliments en cours d'exécution sur les mêmes rémunérations.

À défaut, votre responsabilité pourrait être engagée dans les conditions fixées aux articles L.3252-9 et L.3252-10 du code du travail (voir page 2).

- de déterminer les retenues à effectuer en tenant compte des dispositions des articles R.3252-2 à 3252-4 du code du travail. Le barème joint en annexe précise les quotités saisissables applicables aux rémunérations du travail.

Vos règlements vous libéreront à due concurrence envers votre créancier et devront me parvenir dans le délai de **TRENTE JOURS** à compter du calcul de la rémunération, sous peine d'être majorés du taux d'intérêt légal (article L.1617-5 5° du code général des collectivités territoriales).

Toute contestation relative au présent acte doit être formulée dans les conditions fixées par l'article L 1617-5-1° et 2° du code général des collectivités territoriales (voir page 2).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

A NUITS-SAINT-GEORGES, le 23/02/2021,

Le comptable public,

DONGOIS Marie-Laure

TOTAL RESTANT DÛ : 617,55 Euro

## Pour effectuer ce règlement

- Par chèque bancaire ou postal, libellé à l'ordre du TRESOR PUBLIC, en indiquant les « références à rappeler » précisées ci-dessus.

Toute demande de quittance doit être demandée au comptable public

À DECHETS CC GEVREY NUITS

PAR M ou Mme BASSET FLESCH-JOLLA  
Nicolas Sandrine

3 IMPASSE SAINT JEAN

21630 POMMARD

Né(e)

le 10/07/1979

Pour les données vous concernant, le droit d'accès et de rectification prévu par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du comptable public dont émane le présent document. Le cas échéant, les informations portées sur le présent courrier sont susceptibles d'être transmises à l'organisme ordonnateur.

En cas de contestation, contacter le service dont les coordonnées figurent au recto.

Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, vous pouvez :

- Si votre contestation porte sur le bien-fondé de la créance saisir les juridictions administratives ou judiciaires dans les conditions fixées à l'article L.1617-5 1° du code général des collectivités territoriales dont des extraits sont reproduits ci-dessous.

- Si votre contestation porte sur la régularité d'un acte de poursuite :

- Saisir au préalable l'administration dont dépend le comptable qui exerce les poursuites dans les deux mois de la notification de l'acte conformément aux dispositions des articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.\*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales (LPF) avant saisine des juridictions. La contestation portant sur l'exigibilité de la somme réclamée doit être soulevée sous peine d'irrecevabilité dans les deux mois du premier acte de poursuite permettant de l'invoquer (article R.\*281-3-1 du LPF);

- Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, saisir les juridictions compétentes dans un délai de deux mois dans les conditions fixées aux articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.\*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales.

- Ou vous adresser au Médiateur des ministères économiques et financiers par Internet : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur/demande-mediation> ou par courrier postal (BP 60153 14010 CAEN Cedex 1). *La médiation ne suspend ni les délais de recours juridictionnels ni les effets du présent acte.*

#### Code général des collectivités territoriales

Art. L.1617-5 - Les dispositions du présent article s'appliquent également aux établissements publics de santé.

1° En l'absence de contestation, le titre de recettes individuel ou collectif émis par la collectivité territoriale ou l'établissement public local permet l'exécution forcée d'office contre le débiteur.

Toutefois, l'introduction devant une juridiction de l'instance ayant pour objet de contester le bien-fondé d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local suspend la force exécutoire du titre.

L'action dont dispose le débiteur d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois à compter de la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite.

2° La contestation qui porte sur la régularité d'un acte de poursuite est présentée selon les modalités prévues à l'article L. 281 du livre des procédures fiscales. La revendication par une tierce personne d'objets saisis s'effectue selon les modalités prévues à l'article L. 283 du même livre.

3° L'action des comptables publics chargés de recouvrer les créances des régions, des départements, des communes et des établissements publics locaux se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

Le délai de quatre ans mentionné à l'alinéa précédent est interrompu par tous actes comportant reconnaissance de la part des débiteurs et par tous actes interruptifs de la prescription.

4° Quelle que soit sa forme, une ampliation du titre de recettes individuel ou de l'extrait du titre de recettes collectif est adressée au redevable. L'envoi sous pli simple ou par voie électronique au redevable de cette ampliation à l'adresse qu'il a lui-même fait connaître à la collectivité territoriale, à l'établissement public local ou au comptable public compétent vaut notification de ladite ampliation. Lorsque le redevable n'a pas effectué le versement qui lui était demandé à la date limite de paiement, le comptable public compétent lui adresse une mise en demeure de payer avant la notification du premier acte d'exécution forcée devant donner lieu à des frais. En application de l'article L. 111-2 du code des relations entre le public et l'administration, le titre de recettes individuel ou l'extrait du titre de recettes collectif mentionne les nom, prénoms et qualité de la personne qui l'a émis ainsi que les voies et délais de recours.

Seul le bordereau de titres de recettes est signé pour être produit en cas de contestation.

5° Lorsque la mise en demeure de payer n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut, à l'expiration d'un délai de trente jours suivant sa notification, engager des poursuites devant donner lieu à des frais mis à la charge du redevable dans les conditions fixées à l'article 1912 du code général des impôts.

La mise en demeure de payer interrompt la prescription de l'action en recouvrement.

L'envoi de la mise en demeure de payer tient lieu du commandement prescrit par le code des procédures civiles d'exécution préalablement à une saisie-vente. Dans ce cas, la mise en demeure de payer n'est pas soumise aux conditions générales de validité des actes des huissiers de justice ;

6° Pour les créances d'un montant inférieur à 15 000 €, la mise en demeure de payer est précédée d'une lettre de relance adressée par le comptable public compétent ou d'une phase comminatoire, par laquelle il demande à un huissier de justice d'obtenir du redevable qu'il s'acquitte auprès de lui du montant de sa dette.

Les frais de recouvrement sont versés directement par le redevable à l'huissier de justice. Le montant des frais, qui restent acquis à l'huissier de justice, est calculé selon un taux proportionnel aux sommes recouvrées fixé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre de la justice.

Lorsque la lettre de relance ou la phase comminatoire n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut adresser une mise en demeure de payer. Dans ce cas, l'exécution forcée des poursuites donnant lieu à des frais peut être engagée à l'expiration d'un délai de huit jours suivant la notification de la mise en demeure de payer.

7° Le recouvrement par les comptables publics compétents des titres rendus exécutoires dans les conditions prévues au présent article peut être assuré par voie de saisie administrative à tiers détenteur dans les conditions prévues à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales.

Les articles L.262, L.281, R.\*281-1, R.\*281-3-1, R.\*281-4 et R.\*281-5 du livre des procédures fiscales sont consultables sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

#### Code de l'action sociale et des familles

Art. L.312-7 - [...] La nature juridique du groupement est fixée par les membres, sous les réserves suivantes : le groupement de coopération sociale ou médico-sociale est une personne morale de droit public lorsqu'il est constitué exclusivement par des personnes de droit public, ou par des personnes de droit public et des personnes physiques ou morales exerçant une profession de santé ; il est une personne morale de droit privé lorsqu'il est constitué exclusivement par des personnes de droit privé ; le groupement de coopération sociale ou médico-sociale poursuit un but non lucratif. Lorsqu'ils exercent les missions mentionnées au b, les recettes des groupements de droit public sont recouvrées conformément à l'article L.1617-5 du code général des collectivités territoriales [...].

#### Code de la construction et de l'habitation

Art. R.423-21 - Le recouvrement des recettes de l'office public de l'habitat est effectué conformément à l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales [...].

#### Code du travail

Article L.3252-8

En cas de pluralité de saisies, les créanciers viennent en concours sous réserve des causes légitimes de préférence.

Toutefois, les créances résiduelles les plus faibles, prises dans l'ordre croissant de leur montant, sans que celles-ci puissent excéder un montant fixé par décret, sont payés prioritairement dans les conditions fixées par ce décret.

Article L.3252-9

Le tiers saisi fait connaître :

1° La situation de droit existant entre lui-même et le débiteur saisi ;

2° Les cessions, saisies, saisies administratives à tiers détenteur ou paiement direct des créances d'aliments en cours d'exécution.

Le tiers employeur saisi qui s'abstient sans motif légitime de faire cette déclaration ou fait une déclaration mensongère peut être condamné par le juge au paiement d'une amende civile sans préjudice d'une condamnation à des dommages et intérêts et de l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.3252-10

Article L.3252-10

Le tiers saisi verse mensuellement les retenues pour lesquelles la saisie est opérée dans les limites des sommes disponibles.

À défaut, le juge, même d'office, le déclare débiteur des retenues qui auraient dû être opérées. Il peut, pour déterminer le montant de ces retenues, s'adresser aux organismes fiscaux et sociaux dans les conditions prévues à l'article 39 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution pour obtenir les informations relatives au montant de la rémunération perçue par le débiteur ainsi que sur la composition de sa famille.

Le recours du tiers saisi contre le débiteur ne peut être exercé qu'après mainlevée de la saisie.

Article D.3252-34-1

Le montant maximal des créances résiduelles payées prioritairement en application du second alinéa de l'article L.3252-8 est fixé à 500€.

Article R.3252-28

Si l'employeur omet d'effectuer les versements en exécution d'une saisie, le juge rend à son encontre une ordonnance le déclarant personnellement débiteur conformément à l'article L.3252-10. L'ordonnance est notifiée à l'employeur. Le greffier informe le créancier et le débiteur.

À défaut d'opposition dans les quinze jours de la notification, l'ordonnance devient exécutoire. L'exécution en est poursuivie à la requête de la partie la plus diligente.

#### Code de la santé publique

Art. L.6145-9 I- Les créances des établissements publics de santé sont recouvrées selon les modalités définies aux L. 1611-5 et L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales [...]

#### Ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires

Art. 34 - Le recouvrement des créances de l'association syndicale s'effectue comme en matière de contributions directes. L'action des comptables publics chargés de recouvrer les créances selon les modalités prévues par l'article L.1617-5 du code général des collectivités territoriales se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

#### Loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010

Le comptable public d'un groupement d'intérêt public recouvre les recettes de celui-ci conformément à la procédure décrite à l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales si des collectivités territoriales et leurs établissements publics détiennent la majorité du capital du groupement ou des voix à l'assemblée générale des membres du groupement.

# Accusé-réception de saisie administrative à tiers détenteur



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DOMAINE AF GROS  
5 GR GRANDE RUE  
LA GARELLE  
21630 POMMARD

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
TRES. NUITS-SAINT-GEORGES  
3 RUE JEAN MOULIN BP40090  
BP 40090  
21703 NUITS SAINT GEORGES CEDEX

## Références à rappeler :

Collectivité : DECHETS CC GEVREY NUITS  
Acte : 33200/2021/32019824331  
Débiteur : 3162041298  
M ou Mme BASSET FLESCHE-JOLLA Nicolas Sandrine  
Montant Acte : 617,55 Euro



J'accuse réception de la saisie administrative à tiers détenteur par laquelle vous me demandez de payer les sommes dues à la collectivité, l'établissement public local ou l'établissement public de santé créancier par le débiteur désigné ci-dessous.

- J'ai l'honneur de vous faire connaître que je ne suis pas employeur de cette personne
- Je vous adresse un règlement par :
- chèque bancaire/postal,       d'un montant de .....€ (en chiffres)

libellé à l'ordre du TRESOR PUBLIC et venant en déduction du montant de ma dette envers cette personne.

Je m'acquitterai le ....., date à laquelle ma dette envers cette personne sera devenue exigible.

- Saisies antérieures (art. L. 3252-9 du code du travail)

Conformément aux dispositions de l'article L. 3252-9 du code du travail, je vous informe qu'un(e) :

- cession de rémunération       saisie administrative à tiers détenteur       paiement direct de pensions alimentaires
- saisie

a été pratiqué(e) sur les rémunérations du débiteur par : (\*).....,

le.....,

Tribunal d'instance compétent : .....

En cas de saisie des rémunérations en cours d'exécution, le règlement de la présente saisie administrative viendra en concours avec les autres saisies notifiées antérieurement, dans les conditions fixées à l'article L. 3252-8 du code du travail.

- Autres cas :

A....., le.....Signature

- Cochez la case correspondant à votre situation

\*Désignez précisément la personne ayant effectué l'acte indiqué, notamment le comptable public compétent en cas de saisie administrative à tiers détenteur

**TOTAL RESTANT DÛ : 617,55 Euro**

À                    DECHETS CC GEVREY NUITS

PAR                M ou Mme BASSET FLESCHE-JOLLA Nicolas  
Sandrine

3 IMPASSE SAINT JEAN

21630 POMMARD

## ANNEXE : BARÈME DES QUOTITÉS SAISSISSABLES DES RÉMUNÉRATIONS DU TRAVAIL

### ARTICLES R. 3252-2 A 3252-4 DU CODE DU TRAVAIL

---



#### Article R3252-2

La proportion dans laquelle les sommes dues à titre de rémunération sont saisissables ou cessibles, en application de l'article L. 3252-2, est fixée comme suit :

- 1° Le *vingtième*, sur la tranche inférieure ou égale à 3 830 € ;
- 2° Le *dixième*, sur la tranche supérieure à 3 830 € et inférieure ou égale à 7 480 € ;
- 3° Le *cinquième*, sur la tranche supérieure à 7 480 € et inférieure ou égale à 11 150 € ;
- 4° Le *quart*, sur la tranche supérieure à 11 150 € et inférieure ou égale à 14 800 € ;
- 5° Le *tiers*, sur la tranche supérieure à 14 800 € et inférieure ou égale à 18 450 € ;
- 6° Les *deux tiers*, sur la tranche supérieure à 18 450 € et inférieure ou égale à 22 170 € ;
- 7° La *totalité*, sur la tranche supérieure à 22 170 €.

#### Article R3252-3

Les seuils déterminés à l'article R. 3252-2 sont augmentés d'un montant de 1 470 € par personne à la charge du débiteur saisi ou du cédant, sur justification présentée par l'intéressé.

Pour l'application du premier alinéa, sont considérés comme personnes à charge :

- 1° Le conjoint, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou le concubin du débiteur, dont les ressources personnelles sont inférieures au montant forfaitaire du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles, fixé pour un foyer composé d'une seule personne tel qu'il est fixé chaque année par décret ;
- 2° L'enfant ouvrant droit aux prestations familiales en application des articles L. 512-3 et L. 512-4 du code de la sécurité sociale et se trouvant à la charge effective et permanente du débiteur au sens de l'article L. 513-1 du même code. Est également considéré comme étant à charge l'enfant à qui ou pour l'entretien duquel le débiteur verse une pension alimentaire ;
- 3° L'ascendant dont les ressources personnelles sont inférieures au montant forfaitaire du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles, fixé pour un foyer composé d'une seule personne et qui habite avec le débiteur ou auquel le débiteur verse une pension alimentaire.

#### Article R3252-4

Les seuils et correctifs prévus aux articles R. 3252-2 et R. 3252-3 sont révisés annuellement par décret en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé tel qu'il est fixé au mois d'août de l'année précédente dans la série France-entière. Ils sont arrondis à la dizaine d'euros supérieure.